



Les Nations Unies saluent le travail des forces Burundaises en mission de maintien de la paix



Lors d'une audience lui accordée par le Chef de l'Etat Son Excellence Evariste Ndayishimiye le vendredi 05 mai 2023 au Palais Ntare Rushatsi à la veille de la tenue du 11^{ème} Sommet de l'Accord Cadre d'Addis-Abeba, le Secrétaire Général des Nations Unies, Monsieur Antonio Guterres a exprimé une profonde admiration pour le travail accompli par les forces burundaises en mission de maintien de la paix.

« Les soldats burundais ont démontré un courage, une générosité et un engagement absolument admirable, nous sommes fiers de les avoir dans le cadre de la coopération pour la paix des Nations Unies et de l'Union Africaine », a-t-il indiqué après avoir salué le rôle positif joué par le Burundi dans la région en particulier les efforts investis par le Chef de l'Etat Burundais en sa qualité de Président en exercice de la Communauté Est Africaine(EAC).

« Nous saluons également les projets entrepris par le Gouvernement du Burundi afin de réformer la gouvernance, améliorer la situation économique et accélérer le développement durable du pays », a poursuivi le Secrétaire Général des Nations Unies avant de réaffirmer son soutien au Burundi et sa détermination à mobiliser les pays donateurs et la communauté internationale à appuyer et à accompagner le Gouvernement du Burundi dans la réalisation des projets entrepris.

Au cours de cette audience, le Numéro Un Burundais lui a brièvement présenté la situation du pays sur le plan politique, socio-économique et sécuritaire tout en soulignant les priorités du Gouvernement pour améliorer les conditions de vie de la population malgré l'impact négatif des sanctions injustes imposées au Burundi, le Covid-19 et la guerre en Ukraine.

« Le Burundi est maintenant sur la scène internationale grâce aux efforts du Secrétariat Général des Nations Unies », a laissé entendre le Chef de l'Etat Burundais qui a par ailleurs positivement apprécié la collaboration du Burundi avec les agences du Système des Nations Unies au Burundi et le geste que vient de poser les Nations Unies en décernant à la Première Dame du Burundi le prix en matière de

Dans ce numéro:

page

Les Nations Unies saluent le travail des forces Burundaises en mission de maintien de la paix

1

Le Président Ndayishimiye reçoit le Facilitateur Uhuru Kenyatta

2

La Prise en charge de l'infertilité au Burundi : une grande préoccupation pour la Première Dame

3

Réunion des Ministres des pays signataires de l'Accord Cadre pour la Paix et la Coopération pour la République Démocratique du Congo et la Région.

5

Célébration de la journée mondiale de la liberté de la presse

6

la population.

Parlant de la situation sécuritaire à l'Est de la RDC et dans la région, le Président de la République lui a rassuré quant à la capacité de la force régionale à stabiliser l'Est de la RDC mais avec l'appui surtout logistique de la communauté internationale.

Les autres sujets discutés sont notamment la crise au Soudan où le Secrétaire Général des Nations Unies « a appelé la Communauté internationale à soutenir les Soudanais dans sa quête de paix et de retour à la transition démocratique ».

(www.presidence.gov.bi)

Le Président Ndayishimiye reçoit le Facilitateur Uhuru Kenyatta



Le Chef de l'Etat Son Excellence Evariste Ndayishimiye a reçu en audience dimanche le 7 mai 2023 au Palais de Kiriri, le Facilitateur désigné de la Communauté Est Africaine (EAC) dans le processus de Nairobi pour la paix en République Démocratique de Congo, l'Ancien Président du Kenya, Son Excellence Uhuru Kenyatta, pour échanger sur la préparation du prochain Sommet de cette organisation. Cette rencontre

qui survient au lendemain de la tenue du 11^{ème} Sommet du Mécanisme de suivi de l'Accord Cadre pour la paix et la sécurité en RDC fût l'occasion pour ces deux Hautes personnalités d'analyser les possibilités d'intégrer les conclusions de ce Sommet dans le prochain Sommet de la Communauté Est Africaine, a révélé l'ancien Président Kenyatta au sortir de l'audience.

Le Facilitateur dans le processus de Nairobi pour la paix en République Démocratique du Congo s'est également exprimé sur la tenue du 11^{ème} Sommet du Mécanisme de suivi de l'accord cadre pour la paix et la sécurité en RDC qui avait pour objectif de revitaliser l'Accord-Cadre signé en 2013 afin d'assurer la stabilité de la République Démocratique de Congo en général et de la partie Est de ce pays en particulier:

« Le recouvrement de la paix en République Démocratique de Congo est très important non seulement pour ce pays mais pour toute la région de l'Afrique de l'Est afin d'assurer le développement intégral de la population », a-t-il indiqué. (www.presidence.gov.bi)

Passation de témoin à la présidence du Mécanisme Régional de suivi de l'Accord-Cadre pour la RDC

La 11^{ème} réunion de haut niveau du Mécanisme Régional de suivi de l'Accord-Cadre pour la RDC s'est tenue samedi à Bujumbura où il y a eu transfert de pouvoirs entre le Président du Burundi Son Excellence Evariste Ndayishimiye et Son Homologue Congolais Son Excellence Félix Tshisekedi.

En plus des garants de l'Accord-Cadre comme le Secrétaire Général des Nations Unies Monsieur Antonio Guterres et du Président de la Commission de l'Union Africaine Moussa Faki, la Conférence Internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) et la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC),

le Sommet des Chefs d'Etats a vu la participation de cinq sur les treize Chefs d'Etats signataires de l'Accord, tandis que d'autres se sont faits représentés. Il s'agit des Présidents de la RDC, de l'Afrique du Sud, de l'Ouganda et de la République Centrafricaine.

Ce 11^{ème} Sommet coïncide avec la célébration du 10^{ème} anniversaire de l'Accord-Cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République Démocratique du Congo et de la région.

Dans leurs interventions, ces invités de marque ont convergé sur la nécessité du retour à la paix, la sécurité, la stabilité et la protection des ressources de la République

Démocratique du Congo.

Le Président de la RDC, et Président en exercice sortant du Mécanisme Régional de suivi de l'Accord -Cadre pour la RDC n'a pas hésité lorsqu'il a accusé devant cette assemblée de haut niveau, le rôle du Rwanda quant au soutien important au Mouvement M23, alors qu'il figure sur la liste des pays signataires dudit Mécanisme. Il a ainsi exhorté la Communauté internationale de tout faire pour que l'Est recouvre sa paix et sa sécurité, avant de passer le témoin au Président burundais.

“Les dix ans ont été marqués par des changements géopolitiques importants et des réalisations remarquables enregistrées dans la recherche de la paix en RDC, mais également, par des obstacles et des défis qui s'observent encore aujourd'hui. L'on peut mentionner entre autres l'adhésion de la RDC à l'EAC”, a introduit le Numéro Un Burundais.

“La question de paix et de sécurité en RDC fait partie de l'agenda de la Communauté Est Africaine. En effet, depuis que la RDC est devenue officiellement l'un des nôtres au sein de la Communauté Est Africaine, la Communauté s'est naturellement impliquée pour contribuer aux efforts de pacification d'un pays frère”, a directement ajouté le Président Ndayishimiye faisant remarquer qu'en plus des forces de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation (MONUSCO) qui interviennent en RDC, des Contingents de la Force Est-Africaine s'y sont aussi déployés pour apporter leur contribution au retour et au maintien de la paix dans cette Nation Sœur.

“On ne manquera pas de souligner la pauvreté et le chômage, ennemis communs de tous les citoyens congolais ont été aggravés par l'exploitation illégale et illicite des ressources naturelles qui devraient servir à juguler ces problèmes. En plus, la persistance des forces négatives et la résurgence des

combats menés par le M23 a exacerbé un climat malsain entre la RDC et le Rwanda, ce qui ajoute le drame au drame”, a insisté le Numéro Un burundais rassurant qu'à tous ces défis, des solutions doivent être trouvées.

Le Chef de l'Etat du Burundi a rappelé que la sagesse africaine les interpelle à trouver des solutions africaines aux problèmes africains, et que c'est dans cette même logique qu'il faut des solutions régionales aux problèmes régionaux.

Partant du fait que le Burundi a pu sortir d'une histoire triste marquée par des massacres répétitifs sans précédent, des discriminations, des persécutions et des violations graves des droits de l'homme, le Président du Burundi reste confiant que la RDC, elle aussi va s'en sortir.

“Le Burundi réitère sa ferme détermination à tout mettre en œuvre pour contribuer significativement au retour de la paix et à la stabilité de la RDC et de toute la région. Cela se passera sans doute par la mise en œuvre effective des décisions prises concernant la paix et la sécurité dans notre région”, a conclu le Président Ndayishimiye avant de solliciter un soutien financier et logistique de la Communauté Internationale et plus spécialement des Nations Unies.

www.presidence.gov.bi



Le Couple Présidentiel rehausse les cérémonies de la célébration de la fête du travail et des travailleurs à Bururi

Le Président de la République du Burundi, Son Excellence Evariste Ndayishimiye accompagné de la Première Dame du pays, a choisi de se joindre à la population de la Province de Bururi, lundi le 1^{er} mai 2023, pour célébrer la fête internationale du travail et des travailleurs. Les festivités se sont déroulées

au stade Kabuye où s'est fait remarquer une foule nombreuse mêlant les jeunes et les moins jeunes, les hauts Cadres de l'armée et de la police, les hauts Cadres de l'Etat, le secteur privé ainsi que les membres du corps diplomatique et consulaire.

Ces cérémonies ont été marquées par un long défilé

des travailleurs du secteur tant public que privé, vécus non seulement des différentes communes de la Province de Bururi, mais également d'autres localités du pays. La plupart avait mis à l'honneur le pagne, «made in Burundi», tenant dans les mains les fruits de leur labeur. Les tambourinaires de Kigutu et de Gishora, ainsi que le club culturel Umuco de Bururi ont agrémenté le tout.

Cette journée était aussi une bonne occasion pour les employeurs d'une part et les employés d'autres parts pour faire une auto-évaluation, dans le but d'augmenter la production dans tous les secteurs du pays, respectant toujours le cadre de dialogue pour régler tout différend.

Célébrée sous le thème : " Leaders, soyez le modèle parmi ceux qui augmentent la productivité", le Chef de l'Etat Son Excellence Evariste Ndayishimiye a, dans son discours, réitéré son appel envers toute la population burundaise en générale et tous les leaders en particulier à travailler sans relâche, 24/24h pour continuer à transformer l'image du pays, qui à



l'horizon de 2040 sera un pays émergent.

Comme c'est devenu une tradition depuis quelques années, le Numéro Un Burundais a clôturé les cérémonies de la fête du travail et des travailleurs par la remise des prix aux travailleurs de divers secteurs du pays qui se sont distingués de par leur bravoure au sein de leur service au cours de cette année. (www.presidence.gov.bi)

La Prise en charge de l'infertilité au Burundi : une grande préoccupation pour la Première Dame



Le mercredi 3 mai 2023, s'est tenu à Kibimba un atelier de sensibilisation des professionnels de la santé et des administratifs sur la prise en charge de l'infertilité au Burundi, couplé de l'inauguration du Centre de Fertilité In-vitro à la Polyclinique UMUGIRANEZA de Kibimba. Plusieurs invités d'honneur dont le Dr Rasha Kalej, le Président Directeur Général de la Fondation Merk, étaient au rendez-vous.

Dans son allocution, Dr Kalej a remercié la Première Dame Son Excellence Angeline Ndayishimiye pour

ses initiatives qui visent l'amélioration de la santé de la population. "Elle se bat principalement pour l'amélioration de l'accès à des solutions de soins de santé équitables et de qualité et le renforcement des capacités en matière de soins de santé", a-t-elle déclaré. Dr Rasha Kalej a également fait savoir que la Première Dame est très dynamique dans toutes ses activités visant principalement à servir le peuple burundais.

Tous les intervenants dans ce secteur ont apprécié les initiatives de la Première Dame, surtout le fait qu'elle prend le devant pour aider les populations à accéder aux soins de santé.

Ces activités ont été l'opportunité de lancer officiellement un centre de prise en charge de l'infertilité au Burundi à la Polyclinique Umugiraneza de Kibimba. Ce premier centre, qui offre l'accès à la Fécondation In-Vitro, pourra aider les couples infertiles à se faire soigner ici au Burundi sans toutefois se rendre à l'étranger.

Dans son discours de circonstance, la Première Dame Son Excellence Angeline Ndayishimiye a vivement remercié toute personne qui a contribué, de près ou de loin, dans l'aboutissement de cet atelier. Elle a

mentionné en premier lieu la Fondation Merck pour ses appuis matériel, professionnel et moral permettant d'offrir des soins de qualité aux personnes qui en ont besoin.

En ce qui est de l'infertilité au Burundi, la Première Dame a déclaré que l'infertilité est un problème réel dans notre pays et une source de stigmatisation dans les familles et les communautés, notamment envers la femme. Ce sont les femmes qui sont blâmées de l'absence de l'enfant et cela a plusieurs conséquences socio-culturelles et économiques. Elle a alors indiqué que la Polyclinique UMUGIRANEZA a introduit ce service de Fécondation In-Vitro avec un objectif de le rendre accessible à tous ceux qui en

auront besoin, surtout que certaines familles étaient obligées de se rendre dans d'autres pays à des coûts très élevés de voyage et de dépenses pour se faire soigner.

"Nous voulons donner aux couples infertiles la chance d'exercer leurs droits de reproduction par un accès aux facilités que nous offrent la technologie moderne dans le domaine de l'infertilité, notamment la technologie de procréation assistée", a-t-elle ajouté. Elle a profité de cette occasion pour appeler tous ceux qui ont des problèmes d'infertilité à s'adresser aux professionnels de santé à temps pour une prise en charge appropriée. (www.presidence.gov.bi)

Le Premier Ministre reçoit en audience l'Envoyé Spécial de l'Union Européenne



Le Premier Ministre Lieutenant Général Gervais Ndirakobuca a reçu en audience jeudi le 4 mai 2023, l'Envoyé Spécial de l'Union Européenne dans la Région des Grands Lacs Monsieur Bernard Quintin. Leur entretien a porté sur la coopération entre le Burundi et l'Union Européenne surtout en matière de développement du pays.

Comme l'a indiqué le Porte-parole du Premier Ministre Monsieur Moise Nkurunziza, les deux Hautes Personnalités ont également échangé sur les projets en cours d'exécution par l'Union Européenne au Burundi, ainsi que les nouveaux projets que l'Union Eu-

ropéenne veut réaliser toujours dans la bonne collaboration avec le Burundi.

Le Premier Ministre Gervais Ndirakobuca lui a fait savoir qu'il y a de grands projets pour lesquels le Burundi sollicite un appui de l'Union Européenne, surtout dans le secteur agricole, de l'énergie, de la digitalisation des services de l'Etat et bien d'autres. Monsieur Bernard Quintin a promis de soumettre ces demandes aux autorités hiérarchiques et a promis que l'Union Européenne va continuer la bonne coopération entre le Burundi et l'Union Européenne.

L'Envoyé Spécial de l'Union Européenne dans la Région des Grands Lacs Monsieur Bernard Quintin a fait savoir qu'il est également venu au Burundi sur invitation du Gouvernement pour participer au 11^{ème} Sommet de Haut niveau du Mécanisme de suivi de l'Accord Cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la Région signé à Addis-Abeba, qui s'est tenu à Bujumbura en date du 6 mai 2023. (www.rtnb.bi)

Réunion des Ministres des pays signataires de l'Accord Cadre pour la Paix et la Coopération pour la République Démocratique du Congo et la Région.

Le jeudi le 04 mai 2023, Bujumbura la capitale économique du Burundi a abrité le Conseil des Ministres des pays

signataires de l'Accord Cadre pour la Paix et la Coopération pour la République Démocratique du Congo et la Région, signé à Addis-Abeba il y a 10ans. Ce conseil s'est tenu en



prélude au 11^{ème} sommet du mécanisme de suivi de l'accord cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République Démocratique du Congo et la région, des Chefs d'Etats et de gouvernements en présence des partenaires en tête l'Envoyé Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour la région des Grands Lacs Monsieur Huang Xia.

Lors de l'ouverture de ce Conseil des Ministres des pays signataires de l'Accord cadre d'Addis-Abeba, tous les intervenants que ce soit les secrétaires exécutifs de la Communauté de Développement d'Afrique Australe (SADC) Monsieur Elias Magos, de la Conférence Internationale pour la Région des Grands Lacs (CIRGL) Joao Samuel Caholo et le haut représentant de l'Union Africaine dans la région des grands lacs ont convergé sur la nécessité de revitaliser ces accords afin que la République Démocratique du Congo et la région recouvrent la paix.

Dans son mot de circonstance, le représentant des Nations Unies dans la région des Grands Lacs Son Excellence Huang Xia a indiqué que cette réunion se tient en amont de la reprise de la crise grave dans l'Est du Congo comme la poursuite des M23, ADF, FDLR, Red_Tabara et autres groupes locaux qui perpétuent l'insécurité et les souffrances intolérables des populations civiles. Les tensions entre certains pays de la région persistent et ont occasionné la montée des discours de haine, d'incitation à la violence et ont alimenté des tensions. L'Envoyé Spécial se réjouit que la région s'est mobilisée pour apaiser les tensions et trouver les solutions aux multiples défis militaires et humanitaires, a ajouté Huang Xia, représentant des Nations Unies dans région des grands lacs. Il s'est réjoui également du renforcement de la coordination entre les processus de Luanda et de Nairobi pour poursuivre les efforts de concertation et de coordination des mécanismes de sé-

curité à l'Est de la République Démocratique du Congo afin de s'assurer de l'objectif d'élimination des groupes armés et au retour des populations déplacées.

Dans son discours de circonstance, le Ministre burundais des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement Son Excellence Ambassadeur Albert SHINGIRO a fait savoir que la présence de tout participant est un témoignage éloquent de l'attachement à la paix, la stabilité et la coordination dans la République Démocratique du Congo et la région, une volonté partagée des Etats de la sous-région de contribuer aux solutions des problèmes qui minent la paix et le développement socio-économique de la sous-région. Selon le Ministre, les assises de ce Conseil des ministres allaient permettre d'évaluer les progrès déjà accomplis, passer en revue les difficultés rencontrés, les défis à surmonter et les projections d'avenir en définissant les actions concrètes à court et à long terme pour le bien-être des peuples de la sous-région.

Selon lui, la réussite de la paix dans la sous-région demande l'attaque des causes profondes qui nourrissent ces conflits et l'extrémisme croissante qui trouvent les racines dans l'exclusion, les inégalités, la pauvreté et le chômage, la crise dans la gouvernance, l'exploitation illégale et le commerce illicite des ressources naturelles.

Le Ministre SHINGIRO a exhorté les parties en conflit au Soudan de cesser les hostilités, garantir un accès humanitaire et entamer le dialogue franc et sincère pour sauver les vies des paisibles citoyens. Comme nouveau chef de file du Conseil des Ministres signataires de ces Accords, Albert SHINGIRO prône la diplomatie préventive moins chère au détriment de jouer les sapeurs-pompiers pour aplanir les différends et diminuer les risques de guerre avant leurs déclenchements.

Ce conseil des Ministres a été précédé par une réunion de deux jours du Comité Technique d'Appui préparatoire de la réunion du mécanisme régional de contrôle (ROM) qui s'est tenue à huit-clos.

(Rédaction-MAECD)

34^{ème} réunion du Comité d'appui technique des pays signataires de l'Accord-cadre d'Addis Abeba pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la région



Le mardi 02 mai 2022, il s'est tenu à Bujumbura la 34^{ème} réunion du Comité d'Appui technique des pays signataires de l'Accord-cadre d'Addis Abeba pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République Démocratique du Congo et la région. La réunion était coprésidée par l'Envoyé Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour la région des Grands Lacs Son Excellence Monsieur Xuang Xia, du Haut Représentant du Président de la Commission de l'Union africaine au Burundi Mr Sghair Ould M'Bareck.

Cette 34^{ème} réunion s'est tenue en amont au segment ministériel du 4 mai et au sommet de chefs d'Etat et de Gouvernement qui a eu lieu samedi le 6 mai à Bujumbura. Durant deux jours, des experts venus des treize pays africains, ceux de l'Union Africaine, ceux de la Conférence Internationale pour la Région des

Grands Lacs et ceux des Nations Unies, qui vont plancher sur différents aspects de la vie régionale, dans le domaine de la paix, sécurité et Développement.

Dans son discours, Monsieur. Huang Xia, Envoyé spécial du Secrétaire Général pour la région des Grands Lacs, a salué les efforts des autorités du Burundi, sous le leadership de Son Excellence le Président de la République Monsieur Evariste NDAYISHIMIYE pour faciliter d'accueillir toutes les délégations et l'organisation de ces assises. « Nous sommes dorés et déjà invités à contribuer de manière significative à cette revitalisation à travers la feuille de route à notre disposition et qui fera notre boussole pour décreuser des actions définies par nos hiérarchies respectives » a souligné Son Excellence Huang Xia.

(Rédaction-MAECD)

Célébration de la journée mondiale de la liberté de la presse

Le Burundi s'est joint mercredi le 03 mai 2023 au monde entier pour célébrer la journée mondiale de la liberté de la presse qui se célèbre le 03 mai 2023 de chaque année. Dans le cadre de la célébration de cette journée mondiale, le Ministère de la Communication, des Technologies de l'Information et des Médias en collaboration avec la maison de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) au Burundi a organisé une journée de réflexion dans le sens de consolider ce droit inaliénable à la presse burundaise.

Selon le Représentant de la maison de l'UNESCO au Burundi dans cette activité, pour faire en sorte que l'information demeure un bien commun à l'ère du numérique, les pays membres se sont engagés, avec la déclaration de 2021, à soutenir le journalisme indépendant afin d'assurer une plus grande transparence.

Et d'ajouter qu'on ne peut pas le faire sans les acteurs qui conditionnent largement l'accès à l'information : les plates-formes numériques. C'est pourquoi l'UNESCO a organisé en février dernier la conférence "pour l'Internet de confiance", qui a constitué une étape essentielle en vue de l'élaboration des principes de régulation des plates-formes numériques. L'enjeu est fon-



damental car il s'agit à la fois de protéger la liberté d'expression et de lutter contre la désinformation et les discours de haine, a-t-il ajouté.

Selon l'Assistant du Ministre de la Communication, des Technologies de l'Information et des Médias Monsieur Thierry Kitamoya, la journée mondiale de la liberté de la presse est célébrée cette année sous le thème : "Façonner un avenir de droits : la liberté d'expression comme moteur de tous les autres droits de l'homme."

Monsieur Thierry Kitamoya a fait savoir que cette journée de la liberté de la presse au Burundi est une occasion de concrétiser les avancées enregistrées et de discuter sur les défis qui s'opposent à la liberté de la presse pour identifier ensemble les solutions.

L'Assistant du Ministre de la Communication, des Technologies de l'Information et des Médias Monsieur Thierry Kitamoya a également fait savoir que le Gouvernement de sa part ne ménage aucun effort en matière de la promotion de la liberté de la presse. L'on citera les chantiers en cours visant à améliorer et à renforcer le cadre légal régissant le secteur pour lever tous les défis qui s'opposeraient à cette liberté. Il a cité également l'engagement du Gouvernement à améliorer et à soutenir le travail des médias, surtout que le Chef de l'Etat a déjà certifié que les médias sont incontournables dans le développement quand il

a mis en évidence le rôle particulier des médias par la litote « jamais sans les médias » qui est une forme simplifiée utilisée pour amplifier sa conviction profonde de l'apport des médias pour le développement global du pays.

La liberté de la presse est un processus continu d'où il faut toujours mener des réflexions sur les actions et initiatives concrètes à engager pour soutenir et promouvoir les perspectives en matière de liberté de la presse et de liberté d'expression, de la sécurité des journalistes et le développement des médias, a conclu Monsieur Thierry Kitamoya. (www.rtnb.bi)

**Communiqué de la 11^{ème} Réunion de haut niveau du Mécanisme régional de suivi de
l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour
la République démocratique du Congo et la région**

Bujumbura, le 6 mai 2023

Nous, Chefs d'État et de Gouvernement des pays signataires de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région (ci-après Accord-cadre), avons tenu notre 11^{ème} réunion du Mécanisme régional de suivi (MRS) le 6 mai 2023 à Bujumbura, au Burundi. La réunion a été accueillie par Son Excellence Monsieur Évariste Ndayishimiye, Président de la République du Burundi. L'objectif de la réunion était d'examiner les dernières évolutions dans la région ainsi que les progrès et les défis dans la mise en œuvre de l'Accord-cadre, dix ans après sa signature le 24 février 2013 à Addis-Abeba, en Ethiopie.

Ont participé à la réunion, les Chefs d'État et de Gouvernement ou les représentants des pays signataires suivants :

République d'Afrique du Sud
République d'Angola
République du Burundi
République centrafricaine
République du Congo
République démocratique du Congo (RDC)
République du Kenya
République de l'Ouganda
République du Rwanda
République du Soudan du Sud
République unie de Tanzanie
République de Zambie

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU), le Président de la Commission de l'Union africaine (UA), le Secrétaire exécutif de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) et le Secrétaire exécutif adjoint de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) en charge des affaires corporatives ont également participé aux délibérations, représentant les institutions garantes de l'Accord-cadre.

Nous

1. Réaffirmons notre respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, notamment l'intangibilité des frontières, et de l'indépendance politique de tous les pays de la région ;
2. Exprimons notre préoccupation face aux tensions entre la RDC et la République du Rwanda et appelons à la retenue, à la désescalade et à la poursuite du dialogue entre les deux pays ;
3. Félicitons Son Excellence Monsieur João Manuel Gonçalves Lourenço, Président de la République d'Angola, Président en exercice de la CIRGL, Champion de l'UA pour la paix et

la réconciliation en Afrique et médiateur désigné par l'UA pour le dialogue entre la RDC et la République du Rwanda, et exhortons les deux pays à mettre en œuvre les décisions issues du « Processus de Luanda » ;

4. Condamnons l'occupation par le M23 des territoires à l'intérieur de la RDC et appelons à son retrait sur les positions conformément au communiqué de Luanda du 23 novembre 2022 et les décisions du Processus de Nairobi ; Exprimons notre préoccupation face à l'aggravation de la crise sécuritaire dans l'Est de la RDC depuis lors, ainsi qu'à ses graves conséquences humanitaires. Nous condamnons en outre les actions des groupes armés étrangers et locaux opérant dans l'Est de la RDC, notamment les Allied Democratic Forces (ADF)-Madina at Tauheed Wau Mujahedeen (MTM), les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), Résistance pour un État de Droit au Burundi (RED Tabara), Coopérative pour le développement du Congo (CODECO), la milice Zaïre, les Maï Maï, et les exhortons à cesser immédiatement et sans conditions les hostilités, et à s'engager dans le processus de désarmement volontaire et la réintégration communautaire pour les groupes armés congolais et, en ce qui concerne les groupes armés étrangers, à s'engager dans le processus de rapatriement dans leur pays d'origine. À cet égard, nous instruisons la Cellule opérationnelle du Groupe de contact et de coordination sur les mesures non-militaires à poursuivre son engagement auprès des groupes armés étrangers en toute transparence avec le gouvernement congolais;

5. Condamnons en outre les massacres perpétrés contre les paisibles populations civiles à Kizimba dans le territoire de Masisi en RDC dans la nuit du 3 au 4 mai 2023 et exigeons l'ouverture d'une enquête indépendante, en collaboration avec le Gouvernement de la RDC et avec l'appui de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), de la Force régionale de la CAE, du Mécanisme de vérification ad hoc afin que les auteurs de ces crimes odieux soient traduits devant la justice.

6. Exprimons notre compassion suite à la disparition des dizaines de personnes au Rwanda due aux inondations liées aux effets du changement climatique.

7. Saluons et encourageons le Processus de Nairobi mené par la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) sous l'égide de Son Excellence Monsieur Évariste Ndayishimiye, Président de la République du Burundi et Président en exercice de la CAE, Champion de l'UA pour la jeunesse, paix et sécurité, et de Son Excellence Monsieur Uhuru Kenyatta, Facilitateur de la CAE et ancien Président de la République du Kenya, et demandons à toutes les parties de rester engagées dans ce processus de paix et d'honorer les engagements de cessation des hostilités pris lors de la réunion de Nairobi 3;

8. Réitérons notre soutien au Processus de Luanda et au Processus de Nairobi ;

9. Exhortons tous les partenaires à appuyer ces initiatives et leurs résultats, notamment en ce qui concerne le soutien à la démobilisation des combattants des groupes armés et leur réinsertion et réintégration dans la vie civile ;

10. Réitérons notre requête à la MONUSCO, à la Force régionale de la CAE et au Mécanisme de vérification ad hoc de continuer à renforcer la coordination et les synergies avec les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) afin de pousser tous les groupes armés au désarmement. Nous encourageons également les autres forces déployées dans le cadre d'accords bilatéraux à s'engager pleinement dans une démarche similaire ; Encourageons la RDC à autoriser la poursuite et l'achèvement du déploiement de la Force régionale ;

11. Exprimons en outre notre profonde préoccupation face à l'escalade de la violence entre les Forces armées soudanaises et les Forces de soutien rapide (RSF) en République du Soudan et appelons à une cessation immédiate des hostilités, à un retour au dialogue et à une transition politique pacifique. Nous encourageons l'UA, l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et les Nations Unies à poursuivre leurs efforts dans le cadre de leur Mécanisme trilatéral sur la transition politique au Soudan afin d'éviter une escalade continue de la violence ;
12. Saluons les progrès réalisés par les parties à l'Accord revitalisé de paix pour la résolution du conflit en République du Soudan du Sud.
13. Prenons note des progrès et des défis dans la mise en œuvre de l'Accord-cadre depuis sa signature il y a dix ans et réitérons sa pertinence en tant que moyen de s'attaquer aux causes profondes de l'instabilité dans la région ; Demandons au Comité d'appui technique (CAT) de procéder à une évaluation indépendante, franche et sincère de la mise en œuvre de l'Accord-cadre, soulignant ses forces et de ses faiblesses, et du respect de ses principes et de leurs engagements par ses signataires ;
14. Demandons l'inclusion des conclusions et recommandations de cette évaluation dans la feuille de route pour la revitalisation de l'Accord-cadre préparée par le CAT, et d'en rendre compte à la prochaine réunion de haut niveau du MRS pour validation;
15. Saluons les progrès dans la mise en œuvre du Plan d'action (2021-2023) de la Stratégie des Nations Unies pour la consolidation de la paix, la prévention et le règlement des conflits dans la région des Grands Lacs (2020-2030), qui vise à soutenir les pays et les peuples de la région dans leurs efforts pour parvenir à une paix, une sécurité et un développement durables ;
16. Exprimons notre soutien à la pleine participation des femmes et des jeunes à la prévention des conflits, à la consolidation de la paix et aux dialogues politiques dans la région, y compris les processus de Nairobi et de Luanda, ainsi qu'aux efforts de revitalisation de l'Accord-cadre, et encourageons l'Envoyée spéciale de l'UA pour les femmes, paix et sécurité et les coprésidentes du Réseau des femmes médiatrices (FemWise) à travailler en étroite collaboration avec les institutions garantes et les pays signataires à cet effet ;
17. Encourageons la République du Burundi, en tant que Présidence entrante du MRS, à organiser une plateforme de dialogue avec les femmes et les jeunes de la région afin de leur permettre de contribuer aux efforts régionaux de paix ;
18. Notons que la République d'Angola abritera du 25 au 26 mai 2023 un forum international sur les femmes, paix et démocratie ainsi que sur le rôle de l'Angola dans la consolidation de la paix et la prévention des conflits en Afrique.
19. Saluons l'initiative de Son Excellence Monsieur João Manuel Gonçalves Lourenço, Président de la République d'Angola, Président en exercice de la CIRGL, d'organiser, le 15 mai prochain, un Sommet extraordinaire de la CIRGL pour discuter des dernières évolutions dans la région, notamment la situation politique et sécuritaire dans l'Est de la RDC et en République du Soudan.
20. Saluons et encourageons les efforts visant à approfondir l'intégration socioéconomique régionale et à promouvoir une gestion responsable et transparente des ressources naturelles grâce à la mise en œuvre intégrale des recommandations de l'atelier régional de haut niveau sur cette question qui s'est tenu en 2021 à Khartoum, en République du Soudan ;
21. Instruisons les Ministres de la Justice et les autorités compétentes d'intensifier la lutte contre l'impunité dans la région à travers la mise en œuvre intégrale de la Déclaration de

Kinshasa sur le renforcement de la coopération judiciaire dans la région des Grands Lacs, signée en juin 2022 ;

22. Exprimons notre gratitude à Son Excellence Monsieur Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, Président de la RDC, pour son leadership en tant que Président en exercice du MRS de février 2022 à mai 2023 ;

23. Exprimons également nos remerciements à Son Excellence Monsieur Évariste Ndayishimiye, Président de la République du Burundi, au Gouvernement et au peuple burundais pour avoir accepté d'abriter la 11^{ème} réunion de haut niveau du MRS ainsi que l'accueil chaleureux, l'hospitalité et toutes les marques de courtoisie qui nous ont été témoignées durant notre séjour à Bujumbura ;

24. Convenons enfin de nous réunir de nouveau à Kampala, en République de l'Ouganda, en 2024 pour poursuivre l'examen de la mise en œuvre de l'Accord-cadre.

Fait à Bujumbura, le 6 mai 2023

Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement

Direction de la Communication

www.mae.gov.bi

Twitter: @MAEBurundi